EN-TETE COURRIER COLLECTIVITÉ / ETABLISSEMENT PUBLIC

Adressé au soumissionnaire potentiel attributaire du marché

(classé n°1 en commission d’appel d’offres)

**Objet** : appel d’offres relatif à [compléter]

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l’appel d’offres cité en objet, je vous informe que la commission d’appels d’offres a proposé de retenir votre offre pour :

- [ ]  le lot [préciser nature et libellé du lot]

- [ ]  l’ensemble du marché public.

Toutefois, conformément à l’article 13-8 de la délibération modifiée n° 424 du 20 mars 2019, le marché ne pourra vous être attribué que si vous transmettez dans un délai de [15 jours, vérifier que le règlement ne prescrit pas un délai différent] calendaires à compter de la date de notification du présent courrier une copie des attestations émanant des services ou organismes compétents relatives à vos obligations fiscales et sociales ainsi que celles concernant les sous-traitants que vous avez proposés, à savoir [préciser le nom des sous-traitants].

En conséquence, il vous appartient de nous transmettre :

1. l’attestation sociale du [1er, 2è, 3è ou 4è] trimestre [année] qui vous concerne et celle qui concerne vos sous-traitants.

Dans le cas d’une société, seule l’attestation CAFAT sera fournie ; s’il s’agit d’un exercice en nom propre, l’attestation RUAMM sera exigée.

1. les attestations fiscales en 3 volets valables pour l’année [année] qui vous concernent et celles qui concernent vos sous-traitants.

Ces attestations sont délivrées par les services compétents (payeur de Nouvelle-Calédonie, Recette des Impôts, Trésorier payeur général) et doivent être fournies même si vous ou vos sous-traitants n’êtes redevables d’aucune imposition fiscale (cas des entreprises nouvellement créées par exemple).

L’ensemble de ces attestations doit être déposé contre récépissé au service [à préciser] de la direction [à préciser], [adresse], les jours ouvrés, de 8h à 11h30, de 13h à 16h.

Dans le cas où vous n’aurez pas pu produire les attestations exigées dans le délai imparti, votre offre sera rejetée.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

[Signable par un chef de service ayant délégation]

Reçu le :

Nom et qualité du signataire :

Signature :